



# Maison du Droit et des Migrations

## Veille sur les migrations et l'asile dans l'espace méditerranéen

Août-Septembre 2014 – n°8

### Sommaire

#### - Actualités de la Maison du droit et des migrations

- Participation aux rencontres cinématographiques de Hergla

#### - Institutions européennes et/en Méditerranée

- Commission européenne : lancement de l'opération « Frontex + » pour aider l'Italie
- Commission européenne : nomination de Dimitris Avramopoulos au poste de Commissaire aux Affaires Intérieures et à la Migration

#### - Développements politiques et juridiques nationaux

- Algérie : remise en question de l'ouverture des frontières aux réfugiés syriens et subsahariens
- Tunisie : mise en place d'un plan d'urgence afin de faire face au nouvel afflux de réfugiés libyens

#### - Migrant(e)s et réfugié(e)s en méditerranée

- Méditerranée : mort de 500 migrants dans un naufrage provoqué par les passeurs
- Espagne : à l'image de l'Italie, la pression migratoire s'accroît
- Turquie : hostilité croissante envers les réfugiés syriens
- Turquie : arrivée de près de 150 000 réfugiés kurdes fuyant les violences de l'État Islamique.
- Maroc : actes racistes violents envers des migrants subsahariens
- Libye : les migrants et réfugiés pris au piège des violences qui secouent le pays
- Italie : Milan, ville de transit pour les réfugiés syriens



## Actualités de la Maison du droit et des migrations

### Participation aux rencontres cinématographiques de Hergla

Du 26 au 31 août a eu lieu la 10<sup>ème</sup> édition des rencontres cinématographiques du village d'Hergla. À travers la projection de court et long-métrages et l'organisation de débats et d'ateliers, ce festival est chaque année l'occasion de rencontres entre générations et de dialogue entre les cinémas méditerranéen et africain. La programmation proposait cette année au public un éclairage nouveau sur le thème d'un Sud en mutation, à travers des films des rives sud et nord de la Méditerranée, choisis pour leur sincérité, leur originalité et leur engagement. Ces rencontres ont aussi été l'occasion d'organiser des projections suivies d'une rencontre-débat en présence de la réalisatrice rwandaise Marie Clémentine Dusabembo, autour du sujet « Migrations et asile », à laquelle a pris part la Maison du Droit et des Migrations, dans le cadre de son tout récent partenariat officiel avec l'association Afrique Méditerranée. Afin de mettre en avant la jeunesse, la Maison du Droit et des Migrations a également participé à l'organisation d'un atelier photo mêlant enfant tunisiens et enfants réfugiés, ponctué par la remise de diplômes et l'exposition des photos.

Pour plus d'informations, consultez l'article sur le site de [la Maison du Droit et des Migrations](#).

## Institutions européennes en Méditerranée

### Commission européenne : lancement de l'opération « Frontex + » pour aider l'Italie

Cecilia Malmström a annoncé le mercredi 27 août la mise en place d'une nouvelle opération en Méditerranée, baptisée « Frontex + », dans le but d'aider l'Italie à faire face à l'afflux de migrants sur ses côtes. La Commissaire européenne aux affaires intérieures apporte ainsi une réponse aux nombreux appels à l'aide de l'Italie, réitérés suite aux trois naufrages intervenus dans le canal de Sicile le week-end du 23 août, causant la mort d'au moins 225 migrants et au cours desquels la Marine italienne a secouru 4 000 personnes. L'annonce a été faite suite à une rencontre entre Mme Malmström et le ministre italien de l'Intérieur Angelino Alfano.



CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS  
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

Décrite par Mme Malmström comme « une fusion et une extension » des dispositifs déjà déployés par Frontex au large de l'Italie, cette opération devrait être mise en place fin novembre. Elle devrait permettre le retrait progressif de l'opération italienne Mare Nostrum, même s'il est d'ores et déjà annoncé que le nouveau dispositif ne devrait pas atteindre l'ampleur de cette dernière.

La Commissaire a appelé à un soutien financier et matériel des États membres en vue de mettre en place « Frontex + », précisant que le succès de l'opération dépendrait de la contribution des États membres.

Pour plus d'information, consultez l'article de [Jeune Afrique](#)

### Commission européenne : nomination de Dimitris Avramopoulos au poste de Commissaire aux Affaires Intérieures et à la Migration

Le Grec Dimitris Avramopoulos a été nommé commissaire aux affaires intérieures et à la migration ce mercredi 10 septembre 2014. Il remplace ainsi la Suédoise Cecilia Malmström, nommée Commissaire au commerce.

Dimitris Avramopoulos, ancien maire d'Athènes, avait occupé différentes fonctions ministérielles, notamment en tant que ministre des affaires étrangères puis dernièrement de ministre de la défense. Il est membre du parti conservateur grec « Nouvelle démocratie ». Cecilia Malmström était quant à elle issue d'un parti social-libéral.

Par ailleurs, Dimitris Avramopoulos est connu comme un des architectes du rapprochement entre la Grèce et la Turquie, étant lui-même proche du Premier Ministre turc Erdogan.

La Grèce avait fait part de son souhait depuis plusieurs mois de se voir attribuer ce portefeuille. Le pays étant une des principales portes d'entrée vers l'Union européenne, il réclame régulièrement, à l'instar de l'Italie ou de l'Espagne, le soutien de l'Union européenne pour la gestion de ses frontières et du phénomène migratoire.

Jean-Claude Juncker a annoncé que les priorités du nouveau commissaire devront être une nouvelle politique migratoire qui s'attaquera vigoureusement à l'immigration irrégulière, tout en faisant de l'Europe une destination attractive pour les meilleurs talents.

Pour plus d'information, consultez la [lettre de mission](#) de Dimitris Avramopoulos



CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS  
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

# Développements politiques et juridiques nationaux

## Algérie : remise en question de l'ouverture des frontières aux réfugiés syriens et subsahariens

L'Algérie, terre d'asile privilégiée pour les réfugiés syriens et subsahariens ? Alors que l'attitude du pays à leur égard avait jusqu'ici été relativement bienveillante, le président de la Commission nationale consultative de protection et de promotion des droits de l'homme (CNCPPDH), Farouk Ksentini, a relancé le débat sur les capacités d'accueil de l'Algérie. Il s'est en effet prononcé le 6 septembre pour la fermeture des frontières aux réfugiés fuyant les conflits en Syrie et en Afrique subsaharienne et pour l'expulsion de tout migrant en situation irrégulière. Selon lui, en accueillant des milliers de réfugiés au cours des deux dernières années, l'Algérie aurait déjà « fait son devoir », mais arriverait désormais au bout de ses capacités d'accueil. Cette annonce d'un haut responsable d'une organisation de protection des droits de l'homme s'inscrit dans un contexte de méfiance accrue envers les réfugiés présents en Algérie. Farouk Ksentini invoque ainsi non seulement le risque de propagation de maladies, notamment Ebola, accentué par les migrants venant de pays touchés par l'épidémie, mais surtout les liens que certains réfugiés entretiendraient avec des réseaux de trafic de drogue et de monnaie, d'immigration irrégulière et de terrorisme. Cette méfiance est par ailleurs relayée par le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales qui, sur la base d'enquêtes révélant l'implication de réfugiés dans des réseaux criminels, a décidé de réduire la durée du titre de séjour des réfugiés de 3 mois à 45 jours et a appelé les services de douanes et de police à une vigilance accrue à cet égard. Les craintes de l'Algérie pour sa sécurité risquent donc dans les mois à venir de rendre l'accès à son territoire par les réfugiés de plus en plus difficile. Paradoxalement, Farouk Ksentini considère pourtant qu'une telle mesure est la seule solution pour « préserver la dignité de ces réfugiés ».

Pour plus d'information, consultez l'article d'[Algérie Focus](#)

## Tunisie : mise en place d'un plan d'urgence pour faire face à l'afflux de réfugiés libyens

Dans l'éventualité d'un afflux de réfugiés, un plan d'urgence a été élaboré à la mi-août lors d'une réunion entre les représentants d'organisations internationales, du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), du gouvernement et de la société civile à Tataouine. Ce plan d'urgence met en place quatre



commissions chargées de la protection des réfugiés, articulées autour de quatre thématiques : les enfants et les personnes aux besoins spécifiques, l'aménagement des centres d'accueil, la fourniture de vivres et de soins médicaux. Mehdi Jomaâ, chef du gouvernement provisoire tunisien, a par ailleurs fait part de la nécessité pour la Tunisie de maîtriser l'affluence des réfugiés et de mieux surveiller les infiltrations terroristes.

Parallèlement, grâce à sa collaboration avec la Tunisie, le HCR a commencé à envoyer des convois vers la Libye afin d'aider les personnes déplacées par les combats. En raison de l'insécurité à Tripoli, le HCR ne peut en effet plus accéder à son entrepôt situé dans la ville et contenant des réserves de première nécessité et doit donc importer de l'aide depuis les pays extérieurs.

Pour plus d'information, consultez l'article [de Webdo](#) et de l'Agence Tunis Afrique Presse

## Migrant(e)s et réfugié(e)s en Méditerranée

### Méditerranée : mort de 500 migrants dans un naufrage provoqué par les passeurs

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a confirmé mardi 16 septembre le dramatique naufrage ayant coûté la vie à environ 500 personnes durant le week-end du 14 au 15 septembre. Le drame a été signalé aux autorités italiennes par deux survivants palestiniens âgés de 27 et 33 ans, qui ont réussi à atteindre les côtes siciliennes après deux jours dans l'eau. Ce naufrage est le plus meurtrier enregistré dans la mer Méditerranée depuis plusieurs années.

S'il est dramatique par son ampleur, il l'est aussi et surtout par sa cause : les survivants accusent en effet les passeurs d'avoir délibérément fait couler l'embarcation sur laquelle se trouvaient 500 migrants, dont des femmes et des enfants, venus d'Afrique et du Moyen-Orient et partis des côtes égyptiennes le samedi 6 septembre à destination de l'Italie. Les passeurs auraient d'après les deux hommes provoqué le naufrage suite au refus des migrants d'emprunter une autre embarcation, qui n'était, selon eux, pas en état de naviguer. Une dizaine d'autres passagers du bateau ont pu être secourus et confirment le récit des deux Palestiniens. L'OIM dénonce un « homicide de masse » et appelle les pays européens à faire un « réel effort collectif » afin de prévenir ces accidents. Ce drame s'ajoute au naufrage le même week-end d'une embarcation transportant environ 200 migrants au large de la Libye. Le nombre de migrants morts dans la mer Méditerranée en 2013 s'élève ainsi, d'après l'OIM, à près de 3 000, un triste bilan déjà quatre fois plus important que celui de 2012.

Pour plus d'informations, consultez l'article de l'[OIM](#) (en anglais) et de [Libération](#).



CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS  
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

## Espagne : à l'image de l'Italie, la pression migratoire s'accroît

Une importante vague de migration irrégulière du Maroc vers l'Espagne a été observée au cours du mois d'août, à la fois par voie terrestre, au niveau des enclaves, et par voie maritime. L'enclave de Melilla a fait l'objet de plusieurs tentatives de franchissement en masse de la triple barrière grillagée qui entoure la ville. La ville de Cadix a vu arriver un nombre record d'embarcations de fortune. Selon le journal « La Voz », « plus d'immigrés que dans tout le reste de l'année » sont arrivés à Tarifa entre le 11 et le 12 Août.

Du côté espagnol, plusieurs arguments ont été évoqués pour expliquer cette vague sans précédent, parmi lesquels une météo particulièrement clémente, mais surtout la permissivité du gouvernement marocain. La presse espagnole accuse en effet le Maroc d'avoir permis cet afflux, en ayant notamment arrêté de patrouiller sur les côtes et en mer dans le but de soulager la pression exercée par les migrants sur le Maroc.

À l'instar de l'Italie, l'Espagne a réclamé à Bruxelles une aide pour contenir les vagues migratoires, notamment dans ses enclaves au Maroc de Ceuta et Melilla.

Ce phénomène n'est cependant pas limité aux seules frontières hispano-marocaines. L'Italie et Malte connaissent également un nombre sans précédent d'arrivées par la mer. Selon l'agence Frontex, 78 300 migrants ont traversé le cœur du bassin méditerranéen entre janvier et juillet 2014, contre 12 915 sur la même période l'an dernier, et 64 300 lors du printemps arabe de 2011. L'instabilité qui secoue la Libye est mise en avant par l'agence pour expliquer ces chiffres. Par ailleurs, les différents pays concernés ont exprimé des craintes liées à l'épidémie de fièvre hémorragique Ébola, qui pourrait augmenter le nombre de départs depuis les régions touchées vers l'Europe.

Pour plus d'information, consultez les articles du [Monde](#) et de [Courrier international](#)

## Turquie : hostilité croissante envers les réfugiés syriens

Les tensions montent entre Turcs et réfugiés syriens en Turquie. Ces derniers sont aujourd'hui 1,2 millions sur le territoire turc. Selon l'Agence gouvernementale des situations d'urgence (Afad), moins d'un quart d'entre eux sont hébergés dans des camps de réfugiés. Les autres vivent dans les grands centres urbains du pays tels Istanbul ou Urfa, et survivent grâce au travail au noir et à la mendicité. Nombre d'entre eux vivent à la rue, ce qui rend leur présence de plus en plus visible et de moins en moins tolérée au sein des métropoles turques.

L'hostilité croissante s'est traduite ces derniers mois par une série d'actes de violence envers la population syrienne. Le dernier en date remonte à la nuit du 24 au 25 Août. La police du quartier d'Ikitelli à Istanbul a dû disperser une manifestation de 300 habitants du quartier, armés de couteaux et de bâtons, s'attaquant



à des commerces et véhicules de ressortissants syriens, en réponse à l'agression d'une jeune turque, attribuée à des réfugiés syriens.

Le gouvernement, inquiet de ces démonstrations de violence, ne remet pas en cause sa politique de « porte ouverte » aux Syriens fuyant le conflit, mais promet de « se mobiliser pour lutter contre la xénophobie et la discrimination ». Selon Volkan Gorenadag, responsable du dossier Turquie à Amnesty International, si l'afflux de réfugiés syriens déséquilibre la société turque, c'est cependant avant tout car le gouvernement d'Erdogan « n'a pas su établir une politique d'immigration efficace », en échouant notamment à accorder aux réfugiés syriens un « vrai statut qui précise leurs droits et leurs devoirs ». Il ajoute qu'un des grands défis de la Turquie dans les mois et années à venir sera « d'apprendre à vivre avec ses réfugiés ».

Pour plus d'information, consultez l'article du [Nouvel Observateur](#)

### Turquie : arrivée de 130 000 réfugiés kurdes fuyant les violences de l'État Islamique

Depuis le début de la semaine du 22 septembre, près de 130 000 réfugiés kurdes ont fui les violences perpétrées dans le nord-est de la Syrie par l'État Islamique pour venir trouver refuge en Turquie. Jusqu'ici concentrées sur le territoire irakien, les violences entre le groupe djihadiste et la communauté kurde se sont déplacées le week-end du 20 septembre vers le nord de la Syrie, autour d'Aïn Al-Arab, troisième plus grande ville kurde du pays, provoquant un flux continu de réfugiés fuyant leurs villes assiégées. Ils sont, pour la plupart, accueillis dans leur famille ou dans les bâtiments publics de la commune de Suruç, au sud de la Turquie, en attendant la construction de camps pour les accueillir.

D'après Carol Batchelor, représentante du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Turquie, des centaines de milliers de déplacés seraient actuellement en route vers la Turquie depuis l'ouest de la zone frontalière. Elle appelle ainsi la communauté internationale à une aide urgente, notamment en matériel de premiers secours. Samim Akgönül, chercheur au CNRS et à l'université de Strasbourg redoute par ailleurs les tensions sociales et communautaires que pourraient engendrer cette arrivée massive de Kurdes en Turquie, où la défiance à l'égard des 1,3 millions de réfugiés syriens présents sur son territoire est déjà de plus en plus palpable.

Pour plus d'informations, consultez l'article d'[Euronews](#) et de [Deutsche Welle](#).



## Maroc : actes racistes violents envers des migrants subsahariens

Le quartier de Boukhalef, en périphérie de la ville de Tanger, a été le théâtre d'une violente attaque visant des migrants d'origine subsaharienne. Cette attaque a fait une victime sénégalaise, mortellement poignardée au cou, ainsi que 14 blessés selon la police. Selon les témoins, des machettes et des couteaux auraient été utilisés par les agresseurs. Quinze jours auparavant, dans le même quartier, une attaque similaire à l'arme blanche avait fait quatre blessés. À ces actes de violence s'ajoutent des accusations envers la population noire du quartier, qualifiée de « squatteur » et « d'alcoolique » et accusée d'être à l'origine de problèmes d'insécurité. Une présence policière visible a depuis été renforcée à Boukhalef. Une enquête approfondie a par ailleurs été ouverte.

Environ 30 000 sans-papiers seraient présents sur le territoire marocain, dont 800 à 1 000 aux environs de Tanger, le plus souvent dans le but de rejoindre l'Europe. Suite à cette dernière attaque, une centaine d'entre eux ont défilé dans les rues de Tanger pour dénoncer les violences dont ils s'estiment être régulièrement victimes, avant d'être dispersés par la police.

Pour plus d'information, consultez les articles de [France 24](#) et de [Jeune Afrique](#)

## Libye : les migrants et réfugiés pris au piège des violences qui secouent le pays

Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont toutes deux exprimé ces dernières semaines leurs inquiétudes concernant la situation des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants actuellement présents en Libye et pris au piège des combats y faisant rage depuis deux mois. Le HCR indiquait ainsi avoir enregistré au 5 Août dernier non moins de 37 000 réfugiés présents dans les régions de Tripoli et Benghazi, tandis que l'OIM évalue à 210 000 le nombre de migrants vivant et travaillant à Tripoli, Misrata ou Benghazi. Exposés à la violence des combats et à des conditions de vie précaires, ceux ayant les moyens de fuir peuvent retourner dans leur pays d'origine, tenter la traversée de la frontière vers l'Egypte ou la Tunisie, ou prendre la mer vers l'Europe, au péril de leur vie. Pour ceux pour qui la première option est envisageable, l'OIM tente d'organiser autant d'évacuations que possible, récemment vers le Pakistan, le Sri Lanka et l'Ethiopie entre autres. Ceux qui tentent de fuir vers la Tunisie ou l'Egypte sont quant à eux forcés d'attendre pendant des jours aux postes-frontières dans des conditions précaires, sans assurance de pouvoir accéder aux pays voisins, débordés par ces flux de réfugiés.

Mais le conflit libyen a surtout pour conséquence d'encourager les migrants, pour qui la Libye était la dernière halte avant l'Europe, à prendre la mer en urgence vers l'Italie. Parmi les 88 000 migrants ayant atteint les côtes italiennes en 2014, 77 000 seraient, d'après le HCR, partis de Libye, avec une intensification au cours des mois de juillet et août, accompagnée de dramatiques naufrages en pleine mer. Le danger est



CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS  
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

d'autant plus grand que, les combats faisant rage à Tripoli, bon nombre de candidats à la traversée prennent le départ depuis Benghazi ou Al-Khums, villes bien plus éloignées des côtes italiennes.

Enfin, la situation est particulièrement préoccupante pour ceux restés sur place, pris au piège des zones de combat et ne disposant pas de moyens financiers suffisants pour fuir. Les produits alimentaires et d'hygiène, l'eau, l'électricité et le carburant sont en pénurie, ce qui a entraîné l'évacuation de centres de rétention de migrants au nord du pays, ces centres étant incapables d'offrir des conditions de vie adéquates. L'Agence pour la coopération et le développement Habeshia indiquait ainsi le 21 août que 350 réfugiés de la corne de l'Afrique se trouvaient à Tripoli sur un terrain de sport, sans aucune protection ou assistance. Le HCR fait donc appel à la Tunisie et l'Égypte, les exhortant à laisser leurs frontières ouvertes aux personnes ayant un besoin urgent de protection. Quant à ceux restés sur place, l'OIM et le HCR continuent de leur porter assistance, bien que les déplacements et le travail humanitaire soient rendus très difficiles par l'intensité des combats et la difficulté d'accès aux biens de base.

Pour plus d'information, consultez le site de [l'Organisation internationale pour les migrations](#), du [Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#) et [l'appel de Mussie Zerai](#) de l'agence Habeshia pour la coopération et le développement.

### Italie : Milan, ville de transit pour les réfugiés syriens

La ville italienne de Milan est devenue un important point de transit pour les réfugiés syriens qui rejoignent l'Europe. Depuis octobre 2013, près de 16 000 Syriens, dont un tiers d'enfants, sont arrivés à Milan, transformant la gare centrale de la ville en centre de transit.

Soucieuse d'apporter une aide à ces réfugiés, la municipalité a lancé un projet d'aide spécifique en s'appuyant sur différentes ONG et associations. Les nouveaux arrivants sont enregistrés, reçoivent des biens de première nécessité, une aide médicale et un logement temporaire.

La municipalité a ainsi mis en place un centre d'accueil exclusivement dédié aux Syriens dans une ancienne école. Ce centre comprend 400 lits, des douches et permet aux familles de se changer et de décompresser.

La ville reste cependant un lieu de simple transit. Les Syriens y restent en moyenne cinq jours, avant de poursuivre leur chemin vers d'autres pays européens.

Pour plus d'information, consultez [France 24](#).



**A.E.S.A.T**  
Association des Etudiants et Stagiaires Africains en Tunisie  
جمعية الطلبة و المتدربين الافارقة بتونس



**CONSEIL TUNISIEN POUR LES RÉFUGIÉS ET LES MIGRANTS**  
المجلس التونسي للاجئين و المهاجرين

---

Pour toute question ou contribution, merci de nous contacter à l'adresse suivante :

[contact@maison-migrations.tn](mailto:contact@maison-migrations.tn)

---